

**REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE ET CONTRIBUTION  
DE L'ARMEE ROUMAINE DANS LE CADRE DES ENGAGEMENTS  
DE L'UE**

**SECURITY SECTOR REFORM AND CONTRIBUTION OF  
THE ROMANIAN ARMED FORCES WITHIN THE FRAMEWORK OF  
EU COMMITMENTS**

**Robert-Ionuț Stanciu\***

---

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2024.2.12

Published Online: 2024-12-30

Published Print: 2024-12-30

---

**Abstract**

*The article addresses the basic concepts of Security Sector Reform (SSR), the European Union (EU) agenda on SSR, and Romania's contribution to the EU's operational commitments. SSR aims to improve the capabilities of security institutions while respecting the rule of law and human rights, and promoting transparency and accountability. The EU considers SSR crucial for its foreign and security policy. It emphasizes systematic and long-term support to enhance the defense and security capacities of partner countries. Romania actively participates in EU operations and*

---

\* Robert-Ionuț Stanciu est membre affilié du Centre d'études africaines de l'Université Babeș Bolyai Cluj-Napoca. Courriel : stanciu.robert.ionut@gmail.com



*missions, contributing to the stabilization of crisis regions and strengthening security institutions. Its role includes training, mentoring and advising to enhance local capacities.*

**Keywords:** Security Sector Reform (SSR), the European Union (EU), EU operations and missions.

## **Introduction**

La sécurité est un concept multiforme qui englobe diverses dimensions, allant de la sécurité physique au bien-être psychologique. Essentiellement, la sécurité peut être comprise comme l'absence de dangers, où les individus, les communautés ou les nations sont protégés contre des menaces concrètes susceptibles de nuire à leurs intérêts ou de perturber leur mode de vie. Toutefois, la sécurité va au-delà du domaine tangible des dangers physiques pour inclure également l'absence de peur face aux menaces potentielles, qu'elles soient réelles ou perçues.

Premièrement, la sécurité est souvent assimilée à l'absence de dangers ou de menaces concrètes. En ce sens, la sécurité se réfère aux mesures prises pour se protéger contre des forces externes ou internes qui présentent un risque pour la sécurité, les possessions ou les valeurs d'une personne. Cela peut inclure des actions telles que la mise en œuvre de protocoles de sécurité, le renforcement des frontières ou le déploiement des forces de défense pour dissuader les agresseurs potentiels. D'un point de vue national, la sécurité implique la protection de l'intégrité territoriale, la défense contre les acteurs hostiles et l'assurance de la stabilité des institutions gouvernementales. Au niveau individuel, la sécurité peut impliquer la sécurisation du domicile, l'assurance de la sécurité personnelle ou la protection des données personnelles contre les menaces cybernétiques. En essence, la sécurité dans ce contexte consiste à réduire les risques et à prévenir la matérialisation du mal.

Cependant, la sécurité ne se résume pas seulement à l'absence de menaces concrètes. Elle englobe également l'absence de peur face aux dangers potentiels. Ce concept de sécurité comme absence de menace perçue souligne l'importance du bien-être psychologique et de la tranquillité intérieure de l'individu.

Dans ce contexte, la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) se réfère à un processus global et multidimensionnel visant à améliorer l'efficacité, la responsabilité et la légitimité des institutions de sécurité d'un pays.<sup>1</sup> Elle englobe une série d'activités destinées à transformer les structures de sécurité, les politiques et les pratiques pour mieux répondre aux besoins de la société, tout en respectant les principes démocratiques et les droits de l'homme.<sup>2</sup> La RSS implique généralement des réformes dans des secteurs clés de la sécurité tels que la défense, l'application des lois, les renseignements, la justice et le contrôle des frontières.

Une définition académique de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) mettrait en avant son objectif de promotion de la bonne gouvernance, de l'état de droit et du respect des droits de l'homme au sein des institutions de sécurité. Elle souligne également l'importance de la surveillance civile et du contrôle démocratique du secteur de la sécurité.<sup>3</sup> La RSS ne concerne pas uniquement la restructuration et la réforme des agences de sécurité, mais aussi la culture d'une culture de responsabilité, de transparence et de respect des droits de toutes les personnes dans la société.

Le soutien externe dans le domaine de la RSS est devenu un outil crucial dans les activités internationales de construction de la paix et de renforcement de l'État. Par rapport aux définitions antérieures, le but principal des interventions RSS est de remodeler fondamentalement la manière dont les États gèrent l'utilisation de la force, avec pour objectif de promouvoir la gouvernance démocratique de la sécurité dans les États post-conflit ou fragiles. Cela implique de s'assurer que les institutions de sécurité fonctionnent efficacement et de manière efficiente, tout en étant soumises à une surveillance civile dans un cadre de respect de l'état de droit et des droits de l'homme.

De plus, les engagements internationaux en matière de RSS sont intrinsèquement prescriptifs, cherchant à diffuser des hypothèses standardisées sur le fonctionnement et le contrôle des services de sécurité d'un État. Ces

---

<sup>1</sup> Nicole Ball, "Security Sector Reform: Potentials and Challenges for Conflict Transformation", dans *Dilemmas of Security Sector Reform*, 2004, pp. 45-51.

<sup>2</sup> *Ibidem*.

<sup>3</sup> Peter Albrecht et Stepputat Finn, "The rise and fall of security sector reform in development", dans Paul Jackson (ed.), *Handbook of international security and development*, Edward Elgar Publishing, 2015, pp. 150-164.

interventions visent non seulement à améliorer les capacités techniques des secteurs de la sécurité, mais aussi à promouvoir des normes et standards spécifiques liés à leur gestion, contrôle et supervision. L'objectif principal est d'établir un monopole étatique efficace sur l'utilisation légitime de la force, soutenu par des mécanismes solides de responsabilité et de transparence.

Dans ce cadre, deux principes centraux façonnent les efforts internationaux de réforme des secteurs de la sécurité selon les normes de gouvernance démocratique : premièrement, la gestion de la violence par l'État à travers un système de contrôle qui soutient la gouvernance civile et démocratique ; deuxièmement, s'assurer que les institutions responsables de la sécurité sont responsables et transparentes dans l'utilisation et la gestion de la force par des mécanismes de surveillance démocratique efficaces. Cependant, la mise en œuvre de ces principes se heurte souvent à des défis significatifs dans les États post-conflit ou fragiles, où la fourniture de la sécurité est caractérisée par des institutions faibles, des politiques de clientélisme et des structures de pouvoir informelles.

Malgré les objectifs idéalistes des interventions internationales dans le domaine de la RSS, les réalités sur le terrain divergent souvent des résultats souhaités. Les secteurs de la sécurité post-conflit souffrent fréquemment d'inefficacité, de fragmentation et de politisation, avec un manque de contrôle démocratique sur les forces de sécurité.

La participation de la Roumanie dans les engagements internationaux (OTAN, UE, ONU, coalition, etc.) joue un rôle significatif dans le développement de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) tant au niveau national qu'international. En s'impliquant dans diverses missions, la Roumanie contribue activement à la promotion de la stabilité, au renforcement des institutions démocratiques et à l'amélioration de la gouvernance du secteur de la sécurité.

### **La réforme du secteur de la sécurité (rss) et la bonne gouvernance**

La réforme du secteur de la sécurité et la bonne gouvernance sont des concepts intrinsèquement liés qui jouent un rôle crucial dans la promotion de la stabilité, de la démocratie et du développement au sein d'une société. La réforme du secteur de la sécurité (RSS) se réfère au **processus global de transformation des institutions de sécurité** pour s'assurer qu'elles sont

efficaces, responsables et réceptives aux besoins de la population, tandis que la bonne gouvernance englobe les principes de transparence, de responsabilité, de respect de l'État de droit et de participation des citoyens à la prise de décision.<sup>4</sup>

Au cœur de la RSS se trouve l'objectif de **promouvoir la bonne gouvernance** au sein des institutions de sécurité. Cela implique l'établissement de lignes claires de responsabilité, en s'assurant que les forces de sécurité opèrent dans le cadre de la loi et en promouvant le respect des droits de l'homme. En améliorant les mécanismes de **transparence et de surveillance**, la RSS cherche à prévenir les abus de pouvoir et la corruption au sein des institutions de sécurité,<sup>5</sup> contribuant ainsi à renforcer la confiance du public en ces institutions.

Le concept de bonne gouvernance dans le secteur de la sécurité englobe les structures, les processus, les valeurs et les attitudes qui influent sur les décisions en matière de sécurité et leur mise en œuvre. D'autre part, la réforme du secteur de la sécurité vise à améliorer la bonne gouvernance en assurant une prestation efficace et efficiente de la sécurité sous surveillance et contrôle démocratiques. Le RSS fournit un cadre pour identifier les acteurs et les facteurs pertinents dans un environnement de sécurité donné et pour optimiser l'utilisation des ressources disponibles. En promouvant une approche globale du secteur de la sécurité, le RSS facilite l'intégration des différents acteurs et processus.

De plus, le RSS contribue à la bonne gouvernance en promouvant **l'inclusion et la diversité** au sein des forces de sécurité. En recrutant du personnel issu de différents milieux et en garantissant des opportunités égales pour tous, le RSS peut contribuer à la construction d'institutions de sécurité représentatives de la société qu'elles servent. Cela non seulement améliore la légitimité des forces de sécurité, mais favorise également la cohésion sociale et l'unité.

De plus, le RSS joue un rôle critique dans **le renforcement de l'État de droit et la promotion de l'accès à la justice**. En réformant le cadre juridique, en améliorant les systèmes judiciaires et en renforçant la coopération entre les secteurs de la sécurité et de la justice, le RSS peut contribuer à

---

<sup>4</sup> Organisation for Economic Co-Operation and Development, "DAC Guidelines and Reference Series", dans *Security System Reform and Governance*, 2005, pp. 19-29.

<sup>5</sup> *Ibidem*.

garantir que les institutions de sécurité opèrent dans les limites de la loi et respectent les droits des citoyens. Cela contribue à son tour à la stabilité et à la sécurité générale d'une société.

La participation diversifiée au RSS a conduit à des approches diverses, parfois contradictoires. Cependant, il y a un consensus croissant selon lequel la gouvernance est un élément essentiel des programmes RSS. Les programmes sectoriels efficaces doivent tenir compte des liens entre les différents acteurs du secteur de la sécurité et les intégrer dans la programmation et la planification. Par exemple, les réformes dans le secteur de la police peuvent avoir un impact significatif sur le fonctionnement des tribunaux et des prisons. Dans des environnements conflictuels, la collaboration entre la police et l'armée est essentielle à la réussite des programmes de stabilisation et de reconstruction.

Le RSS est principalement utilisé comme plateforme de réforme dans les États fragiles et post-conflit, ainsi que dans les pays en transition depuis des régimes autoritaires ou communistes. Cependant, ce résumé reconnaît également les efforts des démocraties développées pour améliorer la gestion, l'efficacité et la responsabilité de leurs secteurs de sécurité.

En conclusion, le RSS et la bonne gouvernance sont des concepts interconnectés qui sont essentiels à la construction d'institutions de sécurité résilientes et efficaces. En promouvant la transparence, la responsabilité, l'inclusion et le respect des droits de l'homme, le RSS contribue à établir des forces de sécurité en lesquelles la population a confiance et qui sont capables de défendre l'État de droit. Ainsi, le RSS non seulement améliore la sécurité, mais pose également les bases de la paix et du développement durable.

### **Des acteurs impliqués dans le rss**

Le secteur de la sécurité comprend une variété diversifiée de groupes et d'institutions<sup>6</sup> qui contribuent collectivement à façonner la politique de sécurité d'un pays et à garantir sa mise en œuvre. Au cœur de ce secteur se trouvent les services de sécurité étatiques, qui détiennent des mandats des autorités étatiques pour fournir la sécurité. Ces services opèrent sous la direction et la surveillance **des organes exécutifs et civils de gouvernance**,

---

<sup>6</sup> Alan Bryden et Philipp Fluri, *Security Sector Reform: Institutions, Society, and Good Governance*, Baden-Baden: Nomos, 2003, pp. 285-317.

y compris des **ministères chargés de la défense, des affaires intérieures et extérieures**, ainsi que des ministères de soutien impliqués dans la planification, les finances et d'autres fonctions critiques.

**Le secteur législatif** joue également un rôle crucial dans le secteur de la sécurité, en développant la législation, en autorisant les dépenses et en surveillant les activités des services de sécurité étatiques. Les institutions judiciaires défendent et interprètent les lois régissant les services de sécurité, souvent en collaboration avec les systèmes judiciaires traditionnels qui peuvent bénéficier d'une plus grande crédibilité dans certains États.

**Les organisations de la société civile**, y compris les médias, les groupes politiques, religieux et sociaux non gouvernementaux, contribuent à surveiller les performances du secteur de la sécurité, en informant le public sur les évolutions en matière de sécurité et en fournissant des conseils sur les politiques gouvernementales. Dans certains contextes, la communauté des affaires participe également à l'élaboration de la politique de sécurité, notamment en ce qui concerne la protection des infrastructures vitales et les efforts humanitaires.

De plus, **les formations armées (non) étatiques**, telles que **les entreprises militaires privées et de sécurité**,<sup>7</sup> les groupes d'autodéfense communautaires, ainsi que les entités criminelles et terroristes organisées, exercent une influence significative dans le secteur de la sécurité. Les agences indépendantes de surveillance, y compris les commissions des droits de l'homme et les agences anti-corruption, servent de mécanismes de contrôle des activités du secteur de la sécurité, garantissant la responsabilité et la transparence.

**Les acteurs externes**, tels que les donateurs nationaux, les organisations internationales, les groupes criminels et terroristes, ainsi que les forces de sécurité étrangères, continuent de façonner le paysage de la sécurité en participant à l'appui aux efforts de réforme du secteur de la sécurité ou en s'impliquant directement dans les affaires de sécurité. Collectivement, ces groupes et institutions forment un réseau complexe qui influence la politique et les pratiques de sécurité au niveau local, national et international.

---

<sup>7</sup> Nicole Ball, "Reforming security sector governance", dans *Security and Development*, 1st Edition, Routledge, 2006, pp. 312-331;

Les planificateurs ainsi que les praticiens impliqués dans RSS sont souvent en désaccord sur la définition du secteur de la sécurité et les acteurs clés impliqués. Cependant, des orientations précieuses peuvent être trouvées dans le rapport du Secrétaire général des Nations unies sur le RSS, publié en 2008,<sup>8</sup> qui présente un cadre solide pour une approche unifiée et globale du RSS par l'ONU et les États membres.

Selon ce document, le secteur de la sécurité comprend généralement diverses institutions responsables de la défense, de l'application des lois, de la correction, des services de renseignement, de la gestion des frontières, des douanes et des situations d'urgence civile. De plus, les éléments du secteur judiciaire impliqués dans le traitement des affaires liées aux infractions pénales et à l'abus de pouvoir sont souvent inclus. De plus, le secteur de la sécurité implique des acteurs chargés de la gestion et de la supervision des politiques et opérations de sécurité, tels que les ministères, les organes législatifs et les groupes de la société civile. Les acteurs non étatiques, y compris les autorités traditionnelles ou informelles et les services de sécurité privés, peuvent également être considérés comme faisant partie du secteur de la sécurité.

Le rapport souligne que le RSS est un processus dynamique impliquant l'évaluation, la révision, la mise en œuvre, la surveillance et l'évaluation, toutes menées par les autorités nationales. L'objectif final du RSS est d'améliorer l'efficacité et la responsabilité du secteur de la sécurité, en assurant la sécurité et le bien-être de l'État et de ses citoyens sans discrimination et dans le plein respect des droits de l'homme et de l'État de droit.

Comme on peut le voir dans la Figure n°1 - Acteurs de la réforme du secteur de la sécurité, la mise en œuvre et le soutien de la réforme du secteur de la sécurité impliquent une gamme diversifiée d'acteurs, chacun jouant un rôle distinct dans la conception et la promotion des efforts de réforme.

---

<sup>8</sup> Report of the Secretary-General of the United Nations, *Securing peace and development: the role of the United Nations in supporting security sector reform*, 2008, [<https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/SSR%20S%202008%2039.pdf>], accès le 19 avril 2024.





Figure n°1 - Acteurs de la réforme du secteur de la sécurité.<sup>9</sup>

<sup>9</sup> DCAF, *Security Sector Governance and Reform*, 2009, [https://www.files.ethz.ch/isn/100124/18\_SSR\_SSG\_en.pdf], accès le 15 février 2024.

Les gouvernements nationaux sont des acteurs de premier plan dans le RSS, de nombreuses démocraties matures intégrant le RSS dans leurs politiques de développement. Des pays tels que le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Canada, la Suède, la Suisse et la Norvège ont priorisé le RSS comme un instrument clé pour promouvoir la sécurité et la stabilité. De plus, les démocraties en transition et celles en développement ont pris l'initiative dans les efforts de RSS au sein de leurs nations. Par exemple, l'Afrique du Sud a lancé des initiatives de RSS dans les années 1990, tandis que l'Indonésie a entrepris des efforts similaires plus récemment.<sup>10</sup>

Dans l'ensemble, la mise en œuvre réussie du RSS repose sur les efforts de collaboration des différents acteurs, comprenant les entités gouvernementales, les organisations de la société civile, les acteurs du secteur privé et les parties prenantes traditionnelles du domaine de la sécurité. En capitalisant sur leurs points forts et leurs ressources respectives, ces acteurs peuvent collectivement faire progresser les objectifs du RSS et contribuer à améliorer la sécurité, la stabilité et la gouvernance démocratique tant au niveau national que mondial.

### **Principes à la base d'une réforme adéquate du secteur de la sécurité**

La réforme du secteur de la sécurité représente une **approche globale**<sup>11</sup> pour faire face aux défis de sécurité dans un pays, englobant une variété de caractéristiques clés qui guident sa mise en œuvre. Tout d'abord, le RSS se caractérise par sa nature holistique, qui reconnaît que les problèmes de sécurité ne peuvent pas être efficacement abordés isolément, mais nécessitent la prise en compte de toutes les institutions et acteurs pertinents impliqués dans la sécurité d'une nation.

De plus, le RSS est **intégré**,<sup>12</sup> rassemblant des intérêts disparates, des préoccupations et des activités sous un cadre politique unifié. Cette intégration assure une approche globale de la gouvernance en matière de

---

<sup>10</sup> DCAF Backgrounder, *Security Sector Governance and Reform*, 2005, [[https://www.files.ethz.ch/isn/100124/18\\_SSR\\_SSG\\_en.pdf](https://www.files.ethz.ch/isn/100124/18_SSR_SSG_en.pdf)], accès le 19 avril 2024.

<sup>11</sup> Querine Hanlon, "Six S.S.R. Principles", dans *Toward Regional Cooperation*, Middle East Institute, 2016, [<https://www.jstor.org/stable/pdf/resrep17575.7.pdf>], accès le 20 avril 2024.

<sup>12</sup> Emma Skeppström et Frida Gabrielsson-Kjäll, *The SSR Adviser's Handbook*, Folke Bernadotte Academy, 2016, [[https://fba.se/contentassets/c865f102b1c24de3a31e8b776441ff69/fba\\_ssr-rapport\\_webb.pdf](https://fba.se/contentassets/c865f102b1c24de3a31e8b776441ff69/fba_ssr-rapport_webb.pdf)], accès le 10 mai 2024.

sécurité, reconnaissant l'interconnexion des différentes dimensions et parties prenantes de la sécurité.

Une approche **concentrée** est essentielle dans le RSS, où les programmes sont conçus pour aborder des aspects spécifiques du secteur de la sécurité, tout en reconnaissant sa complexité. Cela nécessite des processus d'évaluation rigoureux pour identifier les priorités et développer des interventions ciblées adaptées au contexte et aux conditions locales uniques du pays.

La **priorisation** est un aspect clé du RSS,<sup>13</sup> car les ressources et les efforts ne peuvent pas être uniformément et constamment répartis sur tous les défis du secteur de la sécurité. Au lieu de cela, les priorités doivent être établies en fonction des circonstances politiques, des ressources disponibles et des points d'intervention.

La **séquentialisation** est également cruciale dans le RSS, avec des actions priorisées et mises en œuvre dans un ordre logique, en tenant compte des objectifs à court, moyen et long terme. Cela assure une approche systématique et échelonnée de la transformation du secteur de la sécurité.

La **propriété locale** est fondamentale dans le RSS,<sup>14</sup> avec des programmes conçus, livrés et surveillés par les acteurs locaux chaque fois que possible. Cependant, dans les cas où la capacité locale est absente ou compromise, les acteurs externes peuvent être amenés à prendre temporairement le contrôle des efforts de réforme, en veillant toujours à la transparence et à la responsabilité dans l'allocation des ressources.

La **surveillance** continue est essentielle dans le RSS pour évaluer les progrès, identifier les défis et ajuster les interventions au besoin. De plus, la durabilité est mise en avant pour s'assurer que les efforts de RSS sont rentables et alignés sur les ressources et les capacités à long terme du pays.

Enfin, l'**évaluation** est cruciale dans le RSS, avec des programmes faisant l'objet de révisions détaillées à la fin pour tirer des leçons et informer efficacement les processus futurs de RSS.

Dans l'ensemble, ces caractéristiques clés définissent l'approche du SSR, guidant les efforts de consolidation de la gouvernance du secteur de la sécurité, améliorant l'efficacité et promouvant la paix et la stabilité durables.

---

<sup>13</sup> *Ibidem*, pp. 46-47.

<sup>14</sup> Hanlon, *op. cit.*

## L'agenda de l'union européenne concernant la réforme du secteur de la sécurité

L'Union européenne (UE) a priorisé la Réforme du Secteur de la Sécurité en tant que composante essentielle de sa politique étrangère et de sécurité, reconnaissant que la stabilité politique, sociale et économique est essentielle à la sécurité et au développement d'un pays. Le RSS implique l'amélioration des capacités des institutions de sécurité, en veillant à ce qu'elles fonctionnent dans le cadre de l'État de droit et respectent les droits de l'homme, tout en promouvant des principes de bonne gouvernance tels que la transparence et la responsabilité.

L'engagement de l'UE envers les pays tiers comprend le développement des capacités, la construction des institutions, la réforme du secteur de la sécurité et le renforcement des capacités humaines en tant qu'éléments clés. La déclaration conjointe d'avril 2015 de la Commission européenne et de la Haute Représentante (HR/VP)<sup>15</sup> a souligné la nécessité d'un soutien systématique et à long terme pour renforcer les capacités dans le secteur de la défense et de la sécurité militaire, un domaine déficient qui affecte ainsi l'efficacité globale du soutien de l'UE.

En mai 2015, le Conseil des affaires étrangères (configuration Défense) a appelé au développement d'un cadre stratégique au niveau de l'UE pour le SSR d'ici mi-2016.<sup>16</sup> Ainsi, d'ici juillet 2016, la Commission européenne et le HR/VP ont présenté une Déclaration conjointe qui ébauche les "Éléments pour un cadre stratégique au niveau de l'UE visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité",<sup>17</sup> dans le but d'accroître l'efficacité de l'UE dans la promotion et le soutien de la sécurité dans les pays partenaires.

Une modification significative de la réglementation a été proposée avec la révision du Règlement (UE) n° 230/2014 (Instrument de Contribution

---

<sup>15</sup> European Parliament, "Security sector reform (SSR)", dans *Europe as a stronger global actor*, 2024, [<https://www.europarl.europa.eu/legislative-train/theme-europe-as-a-stronger-global-actor/file-security-sector-reform>], accès le 16 mai 2024.

<sup>16</sup> Foreign Affairs Council, *Council Conclusions on CSDP*, 2015, [<https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-8971-2015-INIT/en/pdf>], accès le 09 mai 2024.

<sup>17</sup> Joint communication to the European Parliament and the Council, *Elements for an EU-wide strategic framework to support security sector reform*, 2016, [<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52016JC0031>], accès le 10 mai 2024.

à la Stabilité et à la Paix - IcSP)<sup>18</sup> pour étendre l'assistance de l'Union aux acteurs du secteur de la sécurité des pays partenaires, y compris un soutien militaire dans des circonstances exceptionnelles, proposée par la Commission européenne également en mai 2016. La modification a été approuvée par le Conseil des Affaires Étrangères en novembre 2016<sup>19</sup> et ultérieurement adoptée par le Parlement européen et le Conseil en décembre 2017<sup>20</sup> dans le cadre de la Stratégie Globale, facilitant le soutien budgétaire de l'UE pour un soutien à long terme du secteur de la sécurité, y compris le développement des capacités et la fourniture d'équipements non létaux.

L'agenda SSR de l'Union est intégrée dans des stratégies plus larges de l'UE, telles que la Stratégie Globale de l'UE, soulignant le lien entre la sécurité et le développement. Le règlement révisé prévoyait que les nouvelles mesures seraient principalement financées par la redistribution des ressources existantes, avec une allocation de 100 millions d'euros pour la période 2018-2020. En juin 2018, la Commission européenne a proposé l'Instrument de Voisinage, de Développement et de Coopération Internationale (NDICI), qui devait financer le développement des capacités des acteurs militaires en soutien au développement et à la sécurité pour le développement (CBSD) à partir du 1er janvier 2021. À travers celui-ci, l'Union européenne est le plus grand donateur d'aide au développement, le premier partenaire commercial et le premier investisseur étranger pour presque tous les pays du monde.

Le budget de l'instrument pour la période 2021-2027 renforcera l'efficacité et la visibilité des politiques étrangères de l'UE, renforcera la coordination avec les politiques internes et offrira à l'UE la flexibilité nécessaire pour répondre rapidement aux nouvelles crises et aux nouveaux défis. L'instrument canaliser la plus grande partie des fonds d'action extérieure, avec un budget de 79,5 milliards d'euros, et sera l'instrument

---

<sup>18</sup> Regulation (EU) No 230/2014 of the European Parliament and of the Council of 11 March 2014 establishing an instrument contributing to stability and peace, 2014, [<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex%3A32014R0230>], accès le 09 mai 2024.

<sup>19</sup> General Secretariat of the Council, *Council conclusions on implementing the EU Global Strategy in the area of Security and Defence*, 2016, [<https://www.consilium.europa.eu/media/22459/eugs-conclusions-st14149en16.pdf>], accès le 09 mai 2024.

<sup>20</sup> General Secretariat of the Council, *Council conclusions*, 2017, [<https://www.consilium.europa.eu/media/32204/14-final-conclusions-rev1-en.pdf>], accès le 09 mai 2024.

principal de l'UE pour contribuer à l'éradication de la pauvreté et promouvoir le développement durable, la prospérité, la paix et la stabilité.<sup>21</sup>

En conclusion, l'agenda de l'UE concernant le SSR est conçue pour créer un environnement sûr et favorable au développement en améliorant les capacités et la responsabilité des institutions de sécurité des pays partenaires. Les initiatives SSR se concentrent sur un soutien systématique et à long terme, intégrant la sécurité dans des politiques de développement plus larges et garantissant une utilisation efficace des ressources financières pour soutenir ces réformes.

### **Approches particulières de l'agenda de sécurité de l'ue**

Les réformes du secteur de la sécurité (RSS) ne sont pas un nouveau domaine d'engagement externe pour l'Union européenne. Les réformes politiques et judiciaires ont été une partie intégrante des différentes politiques étrangères de l'UE depuis longtemps. En affirmant fermement sa vision de la RSS dans le discours international sur la réforme mené par le Comité d'aide au développement de l'OCDE, l'UE a adopté une approche holistique centrée sur les personnes de la RSS, reflétant le changement observable vers les concepts de sécurité humaine dans les discours internationaux sur le développement (discutés dans le paragraphe précédent).

Ainsi, l'approche stratégique de l'UE en matière de SSR repose explicitement sur la conviction qu'elle a la capacité d'adopter une approche holistique pour soutenir la réforme du secteur de la sécurité et qu'elle est unique en sa capacité de combiner une large gamme d'activités civiles et/ou militaires nécessaires dans le cadre de la RSS.

La Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC) de l'Union européenne constitue un pilier des efforts de l'Union pour maintenir la paix, prévenir les conflits et renforcer la sécurité internationale. Intégrée dans l'approche globale de l'Union pour la gestion des crises, la PSDC utilise à la fois des ressources civiles et militaires pour faire face à une série de défis à l'échelle mondiale. Englobant un large éventail de tâches prévues par le

---

<sup>21</sup> Global Europe, *Neighbourhood, Development and International Cooperation Instrument - About the programme*, 2024, [[https://commission.europa.eu/funding-tenders/find-funding/eu-funding-programmes/global-europe-neighbourhood-development-and-international-cooperation-instrument\\_en](https://commission.europa.eu/funding-tenders/find-funding/eu-funding-programmes/global-europe-neighbourhood-development-and-international-cooperation-instrument_en)], accès le 09 mai 2024.

Traité de l'UE, ces tâches incluent les efforts humanitaires et de sauvetage, la prévention des conflits, le maintien de la paix, la gestion des crises, les missions de conseil et d'assistance militaire, ainsi que la stabilisation post-conflit. À la suite des conflits des années 1990 dans les Balkans occidentaux,<sup>22</sup> l'UE a reconnu la nécessité de disposer de capacités autonomes pour planifier et exécuter des missions et des opérations.<sup>23</sup> Les premières tentatives dans ce domaine ont été marquées par le lancement des missions de police en Bosnie-Herzégovine (2003)<sup>24</sup> et de l'opération militaire en République de Macédoine du Nord.<sup>25</sup>

Actuellement, plus de 3000 militaires et 1000 civils sont déployés<sup>26</sup> dans diverses missions à travers le monde. Depuis 2003, l'UE a mené plus de 40 engagements à l'étranger, couvrant l'Europe, l'Afrique et l'Asie. À ce jour, 23<sup>27</sup> missions et opérations PSDC de l'UE sont en cours (voir Fig. 2), couvrant des domaines variés tels que le soutien civil, les efforts militaires et les initiatives communes. Les décisions de lancer ces missions sont prises au cas par cas, avec pour objectif de répondre aux conflits et crises externes au fur et à mesure de leur apparition. Cette initiative stratégique vise à assurer la sécurité dans des régions allant du Sahel à la Corne de l'Afrique et au Moyen-Orient, à garantir la sécurité maritime sur les routes clés, à aider à la récupération post-conflit dans les Balkans occidentaux et en Europe de l'Est, et à protéger l'Union européenne et ses citoyens par des actions extérieures. Le Conseil a également lancé, en 2023, une nouvelle mission de type hybride, mêlant composantes civiles et militaires : l'initiative de sécurité et de défense

---

<sup>22</sup> Peter Albrecht, Stepputat Finn et Louise Andersen, "Security sector reform, the European way", dans Mark Sedra (ed.), *The future of security sector reform*, The Centre for International Governance Innovation, 2010, pp. 74-87.

<sup>23</sup> Council of the European Union, *Final Report of the Head of Mission European Union Police Mission in Bosnia and Herzegovina*, 2012, [<https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-10762-2012-EXT-1/en/pdf>], accès le 20 avril 2024.

<sup>24</sup> *Ibidem*.

<sup>25</sup> Simon Coss, *EU's first field commander*, Politico, 2003, [<https://www.politico.eu/article/eus-first-field-commander/>], accès le 19 avril 2024.

<sup>26</sup> European Parliament Briefing, *EU missions and operations abroad*, 2024, [[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2024/762478/EPRS\\_BRI\(2024\)762478\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2024/762478/EPRS_BRI(2024)762478_EN.pdf)], Accès le 30 octobre 2024.

<sup>27</sup> *Ibidem*.

de l'UE pour les pays du Golfe de Guinée. Cette initiative vise à répondre au retrait effectif ou potentiel des opérations et missions de l'UE au Niger et au Mali.

En tant qu'éléments de PSDC de l'UE, ces engagements aident principalement les acteurs individuels au sein d'un secteur de la sécurité. Par exemple, les opérations de police et militaires de l'UE en République démocratique du Congo visaient à conseiller et à assister la police congolaise ainsi que l'institution de défense dans la réforme du secteur de la sécurité.<sup>28</sup> De même, les missions de formation de l'UE au Mali<sup>29</sup> (*terminée en 2024*), en RCA,<sup>30</sup> au Mozambique<sup>31</sup> et en Somalie<sup>32</sup> fournissent une formation militaire aux Forces armées nationales. Leurs mandats (principalement axés sur la formation, l'éducation, le conseil)<sup>33</sup> <sup>34</sup> contribuent significativement à la réforme du secteur de la sécurité (RSS) en abordant des aspects cruciaux nécessaires au développement d'un secteur de la sécurité professionnel, efficace et responsable.

---

<sup>28</sup> EUR-Lex, *EU Missions in the Democratic Republic of the Congo*, 2024, [<https://eur-lex.europa.eu/EN/legal-content/summary/eu-missions-in-the-democratic-republic-of-the-congo.html>], accès le 04 19, 2024.

<sup>29</sup> Factsheet EUTM Mali, 2024, [<https://eutmmali.eu/wp-content/uploads/2024/04/PDF-factsheet-EN-version-April-18.pdf>], accès le 19 avril 2024.

<sup>30</sup> European Union Training Mission in Central African Republic (EUTM RCA), 2024, [[https://www.eeas.europa.eu/eutm-rca\\_en?s=334](https://www.eeas.europa.eu/eutm-rca_en?s=334)], accès le 19 avril 2024.

<sup>31</sup> About European Union Training Mission in Mozambique, 2024, [[https://www.eeas.europa.eu/eutm-mozambique/about-european-union-training-mission-mozambique\\_en?s=4411#14325](https://www.eeas.europa.eu/eutm-mozambique/about-european-union-training-mission-mozambique_en?s=4411#14325)], accès le 19 avril 2024.

<sup>32</sup> EUTM Somalia official website, *EUTM Somalia in figures*, 2024, [<https://www.eutm-somalia.eu/>], accès le 19 avril 2024.

<sup>33</sup> EEAS, *About European Union Training Mission in Mozambique*, 2024, [[https://www.eeas.europa.eu/eutm-mozambique/about-european-union-training-mission-mozambique\\_en?s=4411#14325](https://www.eeas.europa.eu/eutm-mozambique/about-european-union-training-mission-mozambique_en?s=4411#14325)], accès le 19 avril 2024.

<sup>34</sup> European Parliamentary Research Service (EPRS), *EU missions and operations abroad*, 2024, [<https://epthinktank.eu/2024/10/29/eu-missions-and-operations-abroad/>], accès le 30 octobre 2024.



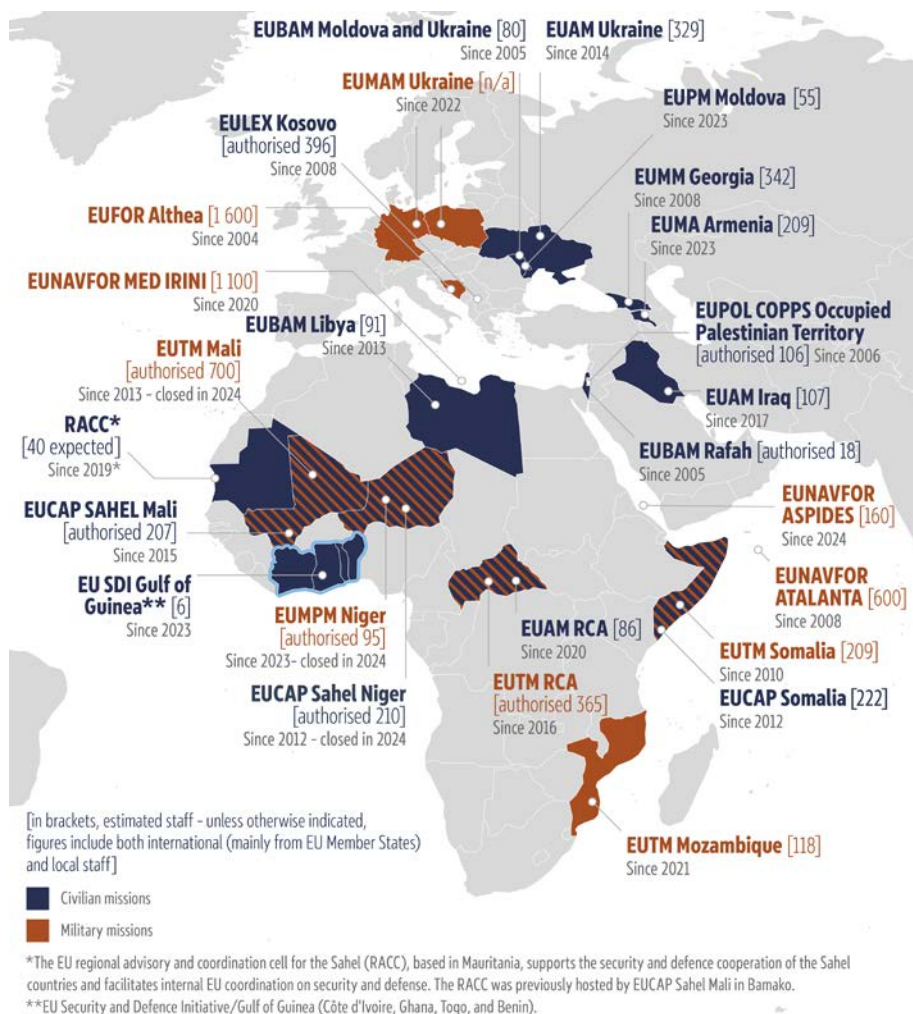


Figure n° 2 – Engagements opérationnels actuels de l'UE.<sup>35</sup>

Tout d'abord, l'accent mis sur la formation militaire et opérationnelle (lorsque cette ligne de mandat est encore active) garantit que les forces armées sont bien préparées et capables. Cette formation améliore le

<sup>35</sup> EUAM site, [<https://www.euam-ukraine.eu/our-mission/eu-missions-worldwide/>], accès le 15 mai 2024.

professionnalisme militaire en perfectionnant les compétences, la discipline et la préparation à faire face aux différentes menaces à la sécurité. Cela renforce la capacité générale de l'armée, en fonction des exigences et des besoins spécifiques du pays hôte, contribuant à un environnement local plus sûr et plus stable.

Deuxièmement, l'inclusion parfois de la formation spécialisée (Mozambique), notamment dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, aborde les défis spécifiques et contemporains en matière de sécurité. Cette formation spécialisée équipe les forces armées des compétences nécessaires pour lutter contre les menaces modernes, garantissant que l'armée devienne adaptable et réactive.

Troisièmement, la formation et l'éducation sur la protection des civils et le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme sont des composantes critiques de l'approche de l'UE. Ces aspects du mandat promeuvent la responsabilité et la légitimité au sein du secteur de la sécurité.

Enfin, la promotion de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité fait partie intégrante du mandat. Cet agenda encourage l'inclusion et la sensibilité de genre au sein de l'armée. En intégrant les perspectives de genre et en renforçant le rôle des femmes dans le secteur de la sécurité, le mandat assure que le secteur de la sécurité est représentatif et répond aux besoins de tous les segments de la société. Cette approche holistique de la sécurité correspond à l'approche holistique de l'UE et reconnaît les impacts différenciés des conflits sur les hommes et les femmes, promouvant un environnement de sécurité plus équitable et plus efficace.

Ainsi, en relation avec le sujet présent, les missions et opérations de l'UE jouent un rôle crucial dans la réalisation des objectifs de la réforme du secteur de la sécurité (RSS). La RSS vise à améliorer l'efficacité, la responsabilité et la gouvernance démocratique des institutions de sécurité d'un pays. L'approche globale de l'Union Européenne (UE) envers la RSS implique diverses activités destinées à promouvoir la stabilité, le respect de l'État de droit et des droits de l'homme. De cette manière, les engagements de l'UE contribuent à la réalisation de la RSS par la formation et le développement des capacités, l'une des fonctions principales des missions et opérations de l'UE. De plus, les engagements de l'UE offrent des conseils et une assistance stratégique, incluant souvent des experts en RSS qui guident

les autorités locales dans la réforme des institutions de sécurité. Un aspect distinctif de la RSS (la surveillance et l'évaluation), les missions et opérations de l'UE s'impliquent dans la surveillance et l'évaluation des performances des institutions de sécurité pour mesurer les progrès et identifier les domaines à améliorer. Pour une action synergique, les missions et opérations de l'UE collaborent étroitement avec d'autres acteurs internationaux, tels que les Nations Unies, l'OTAN et les organisations régionales, afin de coordonner les efforts et d'éviter les duplications.

### **La contribution de la Roumanie aux engagements de l'ue dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité (rss)**

La Roumanie a démontré au fil des ans sa capacité à passer de la vision à l'action, des perspectives stratégiques à l'implication directe sur le terrain, en contribuant de manière significative avec du personnel aux missions de l'UE dans son voisinage et au-delà. Au sein de l'UE, la Roumanie a été l'un des 27 pays à participer à la première opération militaire de l'Union.<sup>36</sup>

Jusqu'à présent, notre contribution aux missions et opérations s'est matérialisée par une participation dans des théâtres d'opérations en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient : EUPM Bosnie-Herzégovine (mission civile de police), EUFOR Althea (mission militaire en Bosnie-Herzégovine), EUJUST LEX Iraq (mission intégrée dans le domaine de l'état de droit), EULEX Kosovo (mission dans le domaine de l'état de droit), EUPOL Afghanistan (mission civile de police), EUMM Géorgie (mission de surveillance de l'armistice conclu entre la Russie et la Géorgie), EUNAVFOR Atalanta, Irini ou Aspides<sup>37</sup> (missions navales), EUPOL COPPS (mission de police dans les territoires palestiniens) et EUBAM Rafah (mission d'assistance à la frontière

---

<sup>36</sup> Ministerul Apărării Naționale, *Misiuni internaționale*, 2024, [<https://misiuni.mapn.ro/blog/articles/view/43>], accès le 15 mai 2024;

<sup>37</sup> Le mémorandum pour la participation de la Roumanie à cet engagement de l'UE a été inscrit à l'ordre du jour du Parlement, et le déploiement de trois militaires dans les structures de l'état-major de l'opération a été approuvé. Source: Agerpress, *Parlamentul a aprobat participarea Armatei Române la Operația de Securitate maritimă EUNAVFOR ASPIDES*, 2024, [<https://www.agerpres.ro/viata-parlamentara/2024/04/23/parlamentul-a-aprobat-participarea-armatei-romane-la-operatia-de-securitate-maritima-eunavfor-aspides-1285474>], accès le 15 mai 2024;

dans les territoires palestiniens),<sup>38</sup> ainsi que la participation aux missions de formation de l'UE (RCA, Mali, Somalie, Niger ou Mozambique).<sup>39</sup>

En ce qui concerne la contribution nationale, la Roumanie se distingue actuellement par l'une des participations les plus importantes parmi les États membres, avec un engagement substantiel dans le cadre de l'opération Althea (plus de 400 militaires). Elle est le seul État de l'UE à participer à tous les engagements militaires de l'Union.<sup>40</sup> La contribution de la Roumanie ne se limite pas à un aspect quantitatif, mais se distingue également par sa qualité, en assurant le commandant de l'EUTM RCA (*deuxième rotation déjà*), le chef d'état-major de l'opération Althea (*jusqu'en mai 2024*) et en se préparant à prendre le commandant de cette opération en 2025.<sup>41</sup>

Althea représente une forme concrète de coopération entre l'OTAN et l'UE, basée sur les accords de Berlin Plus (commandement de l'UE et capacités de l'OTAN). Assurer un environnement sûr et stable, prévenir la réapparition de la violence, et gérer les mesures en attente de l'Accord de Dayton constituent des objectifs majeurs de la mission de l'UE, dont la réalisation aboutira à un fonctionnement efficace de l'État bosniaque.

Les contributions de la Roumanie aux missions de l'UE dans les Balkans occidentaux, ainsi que son engagement dans l'opération de l'OTAN au Kosovo (KFOR), ont permis de dessiner un profil cohérent pour la Roumanie en tant que membre de ces organisations. Elles ont promu l'expertise roumaine dans les Balkans occidentaux et ont renforcé la base nationale de sélection pour le personnel militaire, les gendarmes et les policiers, capables de répondre aux exigences pour une position de commandement dans toute force multinationale.

---

<sup>38</sup> Ministerul Afacerilor Externe, *Participarea României la misiunile PSAC*, 2024, [https://www.mae.ro/node/1884], accès le 15 mai 2024.

<sup>39</sup> Ministerul Apărării Naționale, *Alte misiuni și operații la care au participat militari români*, 2024, [https://misiuni.mapn.ro/blog/articles/view/43], accès le 15 mai 2024.

<sup>40</sup> Agerpres, *Comunicat de presă - Ministerul Apărării Naționale, Șeful Statului Major al Apărării, la Comitetul Militar al UE*, 2024, [https://www.agerpres.ro/comunicate/2024/05/16/comunicat-de-presa-ministerul-apararii-nationale--1295926], accès le 16 mai 2024.

<sup>41</sup> *Ibidem*.

D'autres engagements incluent la participation de la Roumanie à la mission navale dans le golfe d'Aden, EUNAVFOR Atalanta. La mission de la frégate Regele Ferdinand du 1er octobre au 30 novembre 2012<sup>42</sup> représente la première participation navale militaire roumaine à la lutte contre la piraterie et, également, la première présence de la Marine roumaine dans une mission dans l'hémisphère sud. La frégate comptait 236 marins et un hélicoptère naval PUMA. La mission a démontré la capacité de la Marine roumaine à s'adapter face à différentes menaces de sécurité et a contribué à intensifier la coopération maritime avec les États membres de l'UE et leurs partenaires, les pays tiers et les organisations internationales (OTAN, ONU, Union africaine).

Le 5 février 2013, la Roumanie a décidé de participer avec un contingent de 10 militaires à la mission EUTM Mali,<sup>43</sup> ayant pour objectifs la formation et le mentorat de l'armée malienne. Toutefois, L'EUTM Mali a été terminée en 2024 en raison de la détérioration des relations entre l'Union européenne et les autorités maliennes, ainsi que du renversement des priorités sécuritaires dans la région du Sahel. La prise de pouvoir par les militaires au Mali et la montée de l'influence russe ont également joué un rôle important. Ces facteurs ont rendu difficile la poursuite des activités de formation militaire, poussant l'UE à concentrer ses efforts ailleurs, comme dans le Golfe de Guinée.<sup>44</sup>

Lancée le 1er juillet 2005, EU JUST LEX Iraq a été la première mission intégrée de l'UE dans le domaine de l'état de droit, la Roumanie étant également présente. Au fil des ans, la Roumanie a contribué à l'organisation de nombreuses activités de la mission, tant sur le territoire irakien que dans notre pays. En raison de notre intérêt à maintenir une présence continue dans une zone ayant une grande influence sur la sécurité régionale et mondiale, la Roumanie a participé aux deux missions de l'UE dans les Territoires palestiniens : la mission de police et état de droit, EUPOL COPPS, et la

---

<sup>42</sup> The Maritime Executive, *Romanian Navy Frigate ROS Regele Ferdinand Joins EU NAVFOR*, 2012, [<https://maritime-executive.com/article/romanian-navy-frigate-ros-regele-ferdinand-joins-eu-navfor>], accès le 16 mai 2024.

<sup>43</sup> Claire Mills, "In brief: International Military Forces in Mali", dans *International Affairs and Defence*, 2013, [<https://www.files.ethz.ch/isn/168817/SN06615.pdf>], accès le 15 mai 2024;

<sup>44</sup> Bulletin Quotidien Europe N° 13407, *L'UE ne renouvelle pas le mandat de sa mission EUTM Mali*, 2024, [<https://agenceurope.eu/fr/bulletin/article/13407/33>], accès le 30 octobre 2024;

mission d'assistance à la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza, EUBAM Rafah.<sup>45</sup>

Dans ce contexte, les contributions constantes de la Roumanie aux opérations et missions de l'Union européenne ont eu un impact significatif dans diverses régions, en particulier en Europe de l'Est, dans les Balkans occidentaux et en Afrique. Par son implication active, la Roumanie a joué un rôle important dans la promotion des objectifs de l'UE en matière de maintien de la paix, de réforme du secteur de la sécurité et d'assistance aux frontières. Les experts roumains ont apporté une expertise précieuse aux engagements de l'UE, notamment dans la formation des forces armées, la réforme du secteur de la sécurité, les efforts contre la piraterie, la surveillance des accords de paix et la fourniture d'assistance aux frontières. Cette expertise a été essentielle pour améliorer l'efficacité et l'efficience des actions de l'UE dans la promotion de l'État de droit, des droits de l'homme, de la bonne gouvernance et des capacités institutionnelles régionales et locales.

## Conclusions

Au cours de la recherche, nous avons pu observer que l'engagement ferme de la Roumanie dans les opérations et missions de l'UE démontre son engagement résolu en faveur de la promotion de la sécurité et de la stabilité européennes. En exploitant son expertise et ses ressources, la Roumanie joue un rôle vital dans le soutien aux initiatives de l'UE visant à promouvoir l'État de droit, les droits de l'homme et la bonne gouvernance. À l'avenir, la participation continue de la Roumanie aux missions de l'UE sera cruciale pour relever les défis de sécurité actuels et promouvoir la paix et la stabilité en Europe et au-delà.

Pour accroître l'efficacité, la visibilité et l'impact de la PSAC, la Roumanie continuera à promouvoir des initiatives visant à adapter la vision stratégique aux nouvelles réalités institutionnelles et géopolitiques. Nous continuerons à sensibiliser nos partenaires aux risques de sécurité découlant de notre voisinage immédiat. De plus, nous soutiendrons les efforts des États membres visant à définir des stratégies sectorielles de sécurité et à les intégrer dans une stratégie globale de l'UE harmonieuse, qui promouvra une approche multisectorielle des risques.

---

<sup>45</sup> Ministerul Afacerilor Externe, *Participarea României la misiunile PSAC*, 2024, [<https://www.mae.ro/node/1884>], accès le 15 mai 2024;

Dans ce contexte, la Roumanie contribue de manière significative à la réalisation de la réforme du secteur de la sécurité (SSR) en participant activement aux missions et opérations de l'UE dans sa région immédiate et au-delà. En s'impliquant dans des missions civiles et militaires, la Roumanie apporte son expertise et ses ressources dans un effort commun visant à renforcer la sécurité et la stabilité dans ces zones clés.

En participant à des missions telles que l'EUMM en Géorgie, l'EUAM/EUMAM en Ukraine, les EUTM ou les opérations Althea, Irini, Aspides et Atalanta, la Roumanie contribue à la promotion de la sécurité dans sa région est et au-delà. Ces engagements visent notamment à soutenir la réforme du secteur de la sécurité dans les pays concernés. De plus, en participant à des opérations telles que l'EUFOR Althea en Bosnie-Herzégovine, la Roumanie soutient les efforts de maintien de la paix et de stabilité dans la région des Balkans occidentaux. De même, la participation à des missions navales comme l'EUNAVFOR Atalanta démontre l'engagement de la Roumanie dans la lutte contre la piraterie dans la région de la mer Rouge.

Par la contribution, on apporte une expertise variée, notamment dans des domaines tels que la réforme du secteur de la sécurité, la lutte contre le terrorisme, la gestion des frontières et le respect des droits de l'homme. À travers de la participation aux missions, la Roumanie promeut les valeurs européennes et renforce les liens avec ses partenaires au sein de l'UE et au-delà. De plus, on s'engage activement dans le processus de formation et d'instruction des forces armées et de police des pays bénéficiaires, contribuant ainsi à renforcer leur capacité à assurer la sécurité intérieure et à protéger les droits de l'homme et l'État de droit.

En conclusion, le rôle de la Roumanie dans les opérations et les missions de l'UE souligne l'engagement à faire avancer les objectifs du SSR aussi bien au sein de l'UE qu'à l'extérieur. Par ses contributions à la formation, au développement des capacités et à la promotion des valeurs démocratiques, la Roumanie joue un rôle essentiel dans la promotion de la réforme du secteur de la sécurité et dans la contribution à la paix et à la stabilité dans les régions touchées par les conflits.

## Bibliographie

1. Agerpress (2024), *Comunicat de presă - Ministerul Apărării Naționale, Șeful Statului Major al Apărării, la Comitetul Militar al UE*, [<https://www.agerpres.ro/comunicate/2024/05/16/comunicat-de-presa-ministerul-apararii-nationale--1295926>], accès le 16 mai 2024.
2. Agerpress (2024), *Parlamentul a aprobat participarea Armatei Române la Operația de Securitate maritimă EUNAVFOR ASPIDES*, [<https://www.agerpres.ro/viata-parlamentara/2024/04/23/parlamentul-a-aprobat-participarea-armatei-romane-la-operatia-de-securitate-maritima-eunavfor-aspides--1285474>], accès le 15 mai 2024.
3. Albrecht, Peter; Finn Stepputat (2015), "The rise and fall of security sector reform in development" dans Jackson, Paul (ed.), *Handbook of international security and development*, Edward Elgar Publishing, 150-164.
4. Albrecht, Peter; Finn Stepputat; Louise Andersen (2010), "Security sector reform, the European way", dans Sedra, Mark (ed.), *The future of security sector reform*, The Centre for International Governance Innovation.
5. Ball, Nicole (2004), "Security Sector Reform: Potentials and Challenges for Conflict Transformation" dans *Dilemmas of Security Sector Reform*, 45-51.
6. Ball, Nicole (2013), "Security and Development", dans *Reforming security sector governance*, 1st Edition, Routledge, 2006, 312-331;
7. Bryden, Alan; Fluri, Philipp (2003), *Security Sector Reform: Institutions, Society, and Good Governance*, Baden-Baden: Nomos, 285-317.
8. Coss, Simon (2003), « EU's first field commander », *Politico*, [<https://www.politico.eu/article/eus-first-field-commander/>], accès le 19 avril 2024.
9. Council of the European Union (2012), *Final Report of the Head of Mission European Union Police Mission in Bosnia and Herzegovina*, [<https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-10762-2012-EXT-1/en/pdf>], accès le 20 avril 2024;
10. DAC Guidelines and Reference Series (2005), *Security System Reform and Governance*. Organisation for Economic Co-Operation and Development, 19-29;
11. DCAF Backgrounder (2005), *Security Sector Governance and Reform*, [[https://www.files.ethz.ch/isn/100124/18\\_SSR\\_SSG\\_en.pdf](https://www.files.ethz.ch/isn/100124/18_SSR_SSG_en.pdf)], accès le 19 avril 2024.



12. EEAS (2024), *About European Union Training Mission in Mozambique*, [[https://www.eeas.europa.eu/eutm-mozambique/about-european-union-training-mission-mozambique\\_en?s=4411#14325](https://www.eeas.europa.eu/eutm-mozambique/about-european-union-training-mission-mozambique_en?s=4411#14325)], accès le 19 avril 2024.
13. EEAS (2024), *About European Union Training Mission in Mozambique*, [[https://www.eeas.europa.eu/eutm-mozambique/about-european-union-training-mission-mozambique\\_en?s=4411#14325](https://www.eeas.europa.eu/eutm-mozambique/about-european-union-training-mission-mozambique_en?s=4411#14325)], accès le 19 avril 2024.
14. EU Commission (2024), *Global Europe: Neighbourhood, Development and International Cooperation Instrument. About the programme*, [[https://commission.europa.eu/funding-tenders/find-funding/eu-funding-programmes/global-europe-neighbourhood-development-and-international-cooperation-instrument\\_en](https://commission.europa.eu/funding-tenders/find-funding/eu-funding-programmes/global-europe-neighbourhood-development-and-international-cooperation-instrument_en)], accès le 09 mai 2024.
15. EUR-Lex (2014), *Regulation (EU) No 230/2014 of the European Parliament and of the Council of 11 March 2014 establishing an instrument contributing to stability and peace*, [<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex%3A32014R0230>], accès le 09 mai 2024.
16. EUR-Lex (2016), *Joint communication to the European Parliament and the Council. Elements for an EU-wide strategic framework to support security sector reform*, [<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52016JC0031>], accès le 10 mai 2024.
17. EUR-Lex (2024), *EU Missions in the Democratic Republic of the Congo*, [<https://eur-lex.europa.eu/EN/legal-content/summary/eu-missions-in-the-democratic-republic-of-the-congo.html>], accès le 19 avril 2024.
18. European Parliament (2024), *Security sector reform (SSR). In "Europe as a stronger global actor"*, [<https://www.europarl.europa.eu/legislative-train/theme-europe-as-a-stronger-global-actor/file-security-sector-reform>], accès le 16 mai 2024.
19. European Parliament Briefing (2024), *EU missions and operations abroad*, [[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2024/762478/EP\\_RS\\_BRI\(2024\)762478\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2024/762478/EP_RS_BRI(2024)762478_EN.pdf)], accès le 30 octobre 2024.
20. European Parliamentary Research Service (EPRS) (2024), *EU missions and operations abroad*, [<https://eprthinktank.eu/2024/10/29/eu-missions-and-operations-abroad/>], accès le 10 30, 2024.
21. European Union Training Mission in Central African Republic (EUTM RCA) (2024), [[https://www.eeas.europa.eu/eutm-rca\\_en?s=334](https://www.eeas.europa.eu/eutm-rca_en?s=334)], accès le 19 avril 2024.

22. EUTM Somalia official website (2024), *EUTM Somalia in figures*, [<https://www.eutm-somalia.eu/>], accès le 19 avril 2024.
23. Factsheet EUTM Mali, (2024), [<https://eutmmali.eu/wp-content/uploads/2024/04/PDF-factsheet-EN-version-April-18.pdf>], accès le 19 avril 2024.
24. Foreign Affairs Council (2015), *Council Conclusions on CSDP*, [<https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-8971-2015-INIT/en/pdf>], accès le 09 mai 2024.
25. General Secretariat of the Council (2016), *Council conclusions on implementing the EU Global Strategy in the area of Security and Defence*, [<https://www.consilium.europa.eu/media/22459/eugs-conclusions-st14149en16.pdf>], accès le 09 mai 2024.
26. General Secretariat of the Council (2017), *Council conclusions*, [<https://www.consilium.europa.eu/media/32204/14-final-conclusions-rev1-en.pdf>], accès le 05 09, 2024.
27. Hanlon, Querine (2016), "Six S.S.R. Principles", dans *Toward Regional Cooperation*, Middle East Institute, [<https://www.jstor.org/stable/pdf/resrep17575.7.pdf>], accès le 20 avril 2024.
28. Mills, Claire (2013), "In brief: International Military Forces in Mali", *International Affairs and Defence*, [<https://www.files.ethz.ch/isn/168817/SN06615.pdf>], accès le 15 mai 2024;
29. Ministerul Afacerilor Externe (2024), *Participarea României la misiunile PSAC*, [<https://www.mae.ro/node/1884>], accès le 15 mai 2024;
30. Ministerul Afacerilor Externe (2024), *Participarea României la misiunile PSAC*, [<https://www.mae.ro/node/1884>], accès le 15 mai 2024;
31. Ministerul Apărării Naționale (2024), *Alte misiuni și operații la care au participat militari români*, [<https://misiuni.mapn.ro/blog/articles/view/43>], accès le 15 mai 2024;
32. Ministerul Apărării Naționale (2024), *Misiuni internaționale*, [<https://misiuni.mapn.ro/blog/articles/view/43>], accès le 15 mai 2024;
33. Skeppström, Emma; Gabrielsson-Kjäll, Frida (2016), *The SSR Adviser's Handbook*, Folke Bernadotte Academy, [[https://fba.se/contentassets/c865f102b1c24de3a31e8b776441ff69/fba\\_ssr-rapport\\_webb.pdf](https://fba.se/contentassets/c865f102b1c24de3a31e8b776441ff69/fba_ssr-rapport_webb.pdf)], accès le 10 mai 2024.
34. The Diplomatic Service of the European Union (2024), *EU Missions and Operations*, [[https://www.eeas.europa.eu/eeas/eu-missions-and-operations\\_en](https://www.eeas.europa.eu/eeas/eu-missions-and-operations_en)], accès le 19 avril 2024.

35. The Diplomatic Service of the European Union (2024), *Missions and Operations*, [[https://www.eeas.europa.eu/eeas/missions-and-operations\\_en?s=334#87694](https://www.eeas.europa.eu/eeas/missions-and-operations_en?s=334#87694)], accès le 19 avril 2024.
36. The Maritime Executive (2012), *Romanian Navy Frigate ROS Regele Ferdinand Joins EU NAVFOR*, [<https://maritime-executive.com/article/romanian-navy-frigate-ros-regele-ferdinand-joins-eu-navfor>], accès le 16 mai 2024.
37. United Nations (2008), "Securing peace and development: the role of the United Nations in supporting security sector reform", *Report of the Secretary-General*, [<https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BF-CF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/SSR%20S%202008%2039.pdf>], accès le 19 avril 2024.

